

La priorité de l'Etat ? "Baisser les impôts" pour la moitié des Français

Diriez-vous que l'Etat est dans son rôle lorsqu'il empêche le rachat d'une entreprise comme Dailymotion par un groupe étranger ?

Sous total "oui" : 61 %

Sous total "non" : 38 %

NSP : 1 %

Les Français approuvent l'intervention de l'Etat dans le dossier Dailymotion et c'est le spectre d'Arnaud Montebourg qui réapparaît dans l'opinion. L'ancien ministre du Redressement productif puis de l'Economie n'était pas le dernier à se faire le héraut du patriotisme économique et l'opinion vient encore aujourd'hui supporter à une large majorité cette posture. En 2013, Arnaud Montebourg était déjà intervenu pour empêcher l'acquisition de 75% de la plateforme française de vidéos par le groupe Yahoo !

Aujourd'hui, c'est Emmanuel Macron, dont la ligne politique n'est pourtant pas la même qu'Arnaud Montebourg, qui est sorti du bois pour inviter Orange à favoriser une solution européenne. C'est un remake du dossier Alstom / Siemens / GE, même si la chute n'est pas la même : Arnaud Montebourg n'avait pas eu gain de cause sur Siemens dont l'offre avait sa préférence. Emmanuel Macron, lui, a eu plus de réussite. Il est en phase avec l'opinion et peut donc espérer récolter quelques bénéfices de popularité mais aussi peut-être quelques difficultés : le patriotisme économique pour certains, c'est aussi une forme de protectionnisme et donc un mauvais signal envoyé aux investisseurs étrangers. Une bonne communication politique n'est donc pas forcément une bonne décision économique

Quelle doit être la priorité du gouvernement dans les mois qui viennent ?

Baisser les impôts payés par les ménages : 51 % (- 7 points par rapport à mars 2014)

Baisser les impôts payés par les entreprises : 18 % (+ 5 points par rapport à mars 2014)

La baisse des impôts n'est pas la priorité : 30 % (+ 1 point par rapport à mars 2014)

NSP : 1 %

Le ras-le-bol fiscal serait-il passé de mode ? Ce serait exagéré de l'affirmer alors qu'un Français sur deux exprime encore le souhait de voir diminuer les impôts des ménages. Mais, il y a deux enseignements à tirer de ces résultats qui marquent une vraie évolution de l'opinion.

Près d'un tiers juge que la baisse des impôts n'est pas la priorité des prochains mois, qu'il s'agisse des ménages ou des entreprises : c'est le signe que le discours sur la nécessité de réduire les déficits est en train de s'ancrer dans l'opinion. Car les impôts contribuent à cette réduction,

parallèlement à la réduction des dépenses. La gestion rigoureuse et la réduction du déficit sont dorénavant des préalables à toute politique économique. L'autre évolution marquante à mettre au crédit de la communication gouvernementale est le résultat sur la baisse des impôts des entreprises : les Français ne sont que 18% à penser qu'il faut les baisser mais ce score fait un bond de 5 points. La communication du gouvernement qui tend à démontrer que la croissance, et donc l'emploi, viendront des entreprises, dont il faut libérer la capacité d'investissement et alléger les charges, est donc en train de porter ses fruits.

Sondage exclusif TILDER/LCI/OpinionWay pour La « Question de l'Éco » du 9 avril 2015